

MAITRE D'OUVRAGE :

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA RELANCE**

*Division budget logistique immobilier
informatique*

15 Bis Rue Delille

06073 Nice Cedex 1

OPERATION :

**Centre des Finances Publiques
d'Antibes**

40 chemin de la colle

06160 Antibes

***Isolation thermique par l'extérieur avec
enduit de finition RPE et reprise en
peinture des murets de parking, rampe,
murs d'enceintes, œuvre d'art, cheneau
zinc encastré***

C.C.T.P.

*Cahier des Clauses Techniques et
Particulières*

Date : 03/10/2024

Indice 0

B . E . I . E

Bureau d'Étude - Isolation - Étanchéité - Diagnostics - Expertises de l'enveloppe du bâtiment

413 Avenue Léo Lagrange

Rond-Point du Lycée

13120 Gardanne

Tél : 06.08.55.08.87 / Port : 06.88.83.89.39

Mail : contact@bet-beie.fr

Sommaire

1.	GENERALITES	4
1.1.	INTERVENANTS	4
1.2.	QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRISE.....	4
2.	PRESCRIPTIONS GENERALES	4
2.1.	CONNAISSANCE DES LIEUX	4
2.2.	RECONNAISSANCE DU SITE	4
2.3.	CONDITIONS D'EXECUTION.....	5
2.3.1.	<i>Connaissance des lieux et servitudes du site</i>	<i>5</i>
2.3.2.	<i>Sécurité des personnes</i>	<i>5</i>
2.3.3.	<i>Conditions d'intervention en site occupé.....</i>	<i>5</i>
2.4.	PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET.....	6
2.5.	DOCUMENTS GENERAUX.....	6
2.6.	SUJETION DIVERSES COMPRISES DANS LE PRIX.....	6
2.7.	CONDITION DU CHIFFRAGE.....	6
2.8.	REGLES D'EXECUTION GENERALES.....	7
2.9.	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR.....	7
2.10.	PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER	7
2.10.1.	<i>Pièces écrites.....</i>	<i>7</i>
2.10.2.	<i>Pièces graphiques</i>	<i>7</i>
2.11.	DOCUMENTS OFFICIELS DE REFERENCES.....	8
2.12.	REGLEMENTATION EN VIGUEUR	8
2.13.	REGLES DE L'ART	9
2.14.	MARQUES.....	9
2.15.	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION – SECURITE INCENDIE.....	9
2.16.	DOCUMENTS A FOURNIR.....	9
2.16.1.	<i>Avant travaux</i>	<i>9</i>
2.16.2.	<i>Avant réception.....</i>	<i>10</i>
2.16.3.	<i>Après réception.....</i>	<i>10</i>
2.16.4.	<i>Notice descriptive détaillée.....</i>	<i>10</i>
2.17.	ETUDES	10
2.17.1.	<i>Documents décrits et graphiques</i>	<i>10</i>
2.17.2.	<i>Mesures</i>	<i>10</i>
2.17.3.	<i>Etudes et note de calcul.....</i>	<i>11</i>
2.17.4.	<i>Echantillons.....</i>	<i>11</i>
2.18.	PRISE DE POSSESSION DES BATIMENTS.....	11
2.18.1.	<i>Accès au chantier</i>	<i>11</i>
2.19.	CONDITIONS DU CHIFFRAGE	11
2.19.1.	<i>Généralités.....</i>	<i>11</i>
2.19.2.	<i>Coordination « Sécurité et protection de la santé »</i>	<i>12</i>
2.19.3.	<i>Contrôle qualité</i>	<i>12</i>
2.19.4.	<i>Dégradations, remise en état</i>	<i>12</i>
2.19.5.	<i>Information / état de lieux.....</i>	<i>13</i>
2.19.6.	<i>Origine et provenance des matériaux.....</i>	<i>13</i>
2.19.7.	<i>Charges particulières</i>	<i>13</i>
2.19.8.	<i>Stockage et protection.....</i>	<i>14</i>
2.19.9.	<i>Gardiennage de chantier</i>	<i>14</i>
2.19.10.	<i>Engins de chantier.....</i>	<i>14</i>
2.20.	SECURITE	14

2.20.1.	<i>Sécurité incendie</i>	14
2.20.2.	<i>Sécurité des personnes</i>	14
2.20.3.	<i>Engins de levage</i>	15
2.20.4.	<i>Echafaudage</i>	15
2.20.5.	<i>Protection et sécurité sur les voies d'accès</i>	16
2.20.6.	<i>Protection pour approvisionnement et manutention</i>	16
2.21.	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	16
2.22.	ASSURANCES	16
2.23.	REFERENT DE CHANTIER	17
2.24.	CONTROLE ET VERIFICATION DES OUVRAGES	17
2.25.	LIVRAISON DES OUVRAGES	17
2.25.1.	<i>Réception des supports</i>	17
2.25.2.	<i>Réception des ouvrages</i>	17
2.26.	PROCES-VERBAUX D'ESSAIS	17
2.26.1.	<i>Justificatifs</i>	17
2.26.2.	<i>Résistance au feu</i>	17
2.27.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	17
2.28.	CONSTITUTION DU DOSSIER DIUO	18
2.29.	CONTROLE INTERNE	18
2.30.	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE	18
2.30.1.	<i>Garantie décennale</i>	18
2.30.2.	<i>Pendant la période des travaux</i>	19
2.30.3.	<i>Pendant la période de garantie</i>	19
2.30.4.	<i>Pendant la période de parfait achèvement</i>	19
2.31.	TRI ET EVACUATION DES GRAVOIS	20
2.31.1.	<i>Modalités de suivi des déchets par bordereau normalisé</i>	20
2.32.	NETTOYAGE	21
2.33.	GARANTIE	21
3.	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	22
3.1.	NORMES ET DTU	22
4.	PRESENTATION DE L'OPERATION	23
4.1.	PHOTOS DU BATIMENT	23
4.2.	DESCRIPTIF TRAVAUX	24

1. Généralités

1.1. Intervenants

Maître d'ouvrage :

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Division budget logistique immobilier informatique
15 Bis Rue Delille
06073 Nice Cedex 1

1.2. Qualifications de l'entreprise

Le(s) titulaire(s) de ce marché détiendront les qualifications suivantes :

QUALIBAT n°2132 Enduits aux liants hydrauliques

Réalisation de travaux intérieurs ou extérieurs d'enduits.

QUALIBAT n°3422 Imperméabilité des façades (technicité confirmée)

Réalisation de l'imperméabilité des façades sur des édifices (jusqu'à R + 4) avec des systèmes I1, I2, I3, sans limitation de surface.

QUALIBAT n°6112 Peinture et ravalement (technicité confirmée)

Réalisation de travaux de peinture et de ravalement de façade

QUALIBAT n°7132 Isolation thermique par l'extérieur (technicité confirmée)

Isolation thermique par l'extérieur avec enduit de finition RPE

La preuve de la capacité aura pu être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle, ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation.

Le titulaire devra obtenir également les polices d'assurance obligatoire.

2. Prescriptions générales

2.1. Connaissance des lieux

L'entrepreneur devra se rendre compte sur place des conditions d'exécution des travaux. Il est rappelé à l'entrepreneur que le marché est forfaitaire et que son offre devra comprendre tous les travaux accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages qu'ils soient ou non explicitement prévus dans les documents graphiques et écrits du marché.

En complément des indications qui lui sont fournies, l'entrepreneur doit relever sur place, tous les renseignements (état du terrain, moyens d'accès, état des existants et des mitoyens, etc...) qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire. En aucun cas il ne pourra prétendre à un supplément de prix par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au terrain.

2.2. Reconnaissance du site

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est réputé avoir, au préalable :

- Pris connaissance du plan de masse, de tous plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié toutes les conditions et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités.
- Procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions diverses, et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transports, lieux d'extraction de matériaux, stockage

matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc.).

- Contrôlé toutes les indications des documents lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'ouvrage et pris toutes indications utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Services municipaux, Services des eaux, électricité et gaz de France, France Télécom, etc.) et concessionnaires divers.
- Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

2.3. Conditions d'exécution

2.3.1. Connaissance des lieux et servitudes du site

L'entrepreneur devra, dans le cadre de son étude avant soumission se rendre compte sur place de l'état des lieux, des difficultés de contraintes diverses afférentes au terrain, aux bâtiments et aux ouvrages conservés ou non.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur le fait que les locaux sont occupés par les employés, et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence (Locaux encombrés, protection des papiers peints, peintures, meubles, etc.).

2.3.2. Sécurité des personnes

Les bâtiments étant occupés pendant la réalisation des travaux, toutes les précautions seront prises pour assurer la sécurité des employés :

- Pas d'entrave à la circulation par dépôt de matériel, outils, gravats ...
- Au pourtour des bâtiments balisage obligatoire des zones de travail,
- Aucun objet ne sera laissé sur les échafaudages éventuels et leur accès sera inaccessible durant les heures non ouvrées.

L'entrepreneur assurera la protection et la signalisation de ses travaux sans préjudice de toutes les prescriptions légales et réglementaires plus étendues qui pourraient lui être imposées en cours de travaux.

Il devra prendre toute mesure de sécurité de façon à supprimer tous les risques d'accident.

2.3.3. Conditions d'intervention en site occupé

L'entrepreneur fera son affaire des prescriptions particulières au travail en site occupé listées ci-dessous et s'engage à les respecter strictement.

Il lui est donc demandé d'apporter un soin particulier à une bonne coordination inter-entreprises en site occupé.

Information des employés

L'entreprise est tenue de donner au maître d'ouvrage les dates de leurs interventions 15 jours avant le début des travaux.

Déménagement et protections

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les mesures de déménagement et démontage du mobilier nécessaire à l'exécution de ses travaux, ainsi que leur remise en place.

En outre, l'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection du mobilier, des murs et des sols afin de n'occasionner aucun dégât. En cas de détérioration ou vol par un de ses ouvriers, l'entreprise devra assumer à ses frais le remboursement du dommage. Lorsque la détérioration ou le vol ne pourra être attribué de façon certaine à une entreprise déterminée, le dommage sera pris en charge au titre des dépenses communes au chantier par l'ensemble des entreprises.

Sécurité

L'entrepreneur doit assurer la protection des usagers pendant toute la durée du chantier tant à l'intérieur que dans les parties communes et extérieures aux bâtiments par tous les moyens appropriés.

Il est en particulier demandé à l'entrepreneur de libérer et de nettoyer tous les lieux de passage (notamment halls, cages d'escalier, paliers, couloir) de tous les éléments non fixes (pots de peinture, isolant, etc...) susceptibles d'entraîner des chutes.

Par ailleurs, il lui est expressément interdit de stocker des produits toxiques ou inflammables dans les locaux appartenant au maître d'ouvrage.

Horaires

Les horaires de travail dans les locaux sont de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h, sauf accord particulier avec un le maître d'ouvrage si celui-ci ne concerne que des travaux non bruyants aucun dépassement ne sera toléré.

2.4. Prise de connaissance du projet

Vérification des pièces écrites :

- Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles, mais également tous les documents ayant une incidence sur son marché.
- Après examen du descriptif, il doit nécessairement signaler au Maître d'Ouvrage, tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'ouvrage même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, au Maître d'Ouvrage, toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble des travaux, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les clauses du descriptif diffèreraient des plans, notamment dans la spécification des dimensions et de quantités, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager de solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que les ouvrages mentionnés sur les plans et/ou sur le CCTP pourraient se présenter intacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

2.5. Documents généraux

Seront considérés comme Règles de l'Art et de ce fait applicables contractuellement au Marché d'entreprise, les Documents Techniques Unifiés, Cahiers des Charges et règles de calcul D.T.U, toutes les normes Françaises, les avis techniques, les exemples de solutions pour satisfaire au Règlement de Construction, figurant dans le R.E.E.F, et les prescriptions techniques générales publiées par le C.S.T.B, ainsi que les règles professionnelles éditées par la Fédération Nationale du Bâtiment, parus à la date de consultation des entreprises.

En tout état de cause, les matériaux ou techniques non conformes aux normes françaises devront faire l'objet d'un avis technique ou d'une enquête spécialisée et bénéficier de l'acceptation en garantie de la commission technique des assurances et recevoir l'accord écrit du Maître d'œuvre.

2.6. Sujétion diverses comprises dans le prix

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions et prescriptions d'exécution telles qu'elles résultent des différents contractuels, de la situation des locaux, des exigences du planning, du respect des règles de sécurité, édictées par le Ministère du Travail ou autre organisme de prévention d'accident du travail, de l'observation des avis formulés par le Maître d'œuvre, C.S.T.B, Contrôleur technique, etc.

En conséquence, adoption d'un prix unitaire pour le règlement des travaux supplémentaires comprend ces sujétions et ne peut être affecté d'aucune plus-value qu'elles qu'en soient la qualité et la situation de l'ouvrage pour lequel il est appliqué.

De plus l'entrepreneur est réputé avoir intégré à son prix les demandes particulières du Contrôleur Technique.

Les prix prennent également en compte les exigences du Coordonnateur SPS notamment pour garantir la sécurité des travailleurs aussi bien pendant le chantier que lors des interventions ultérieures.

2.7. Condition du chiffrage

Le présent dossier d'appel d'offres correspond à un ensemble de documents destinés à aider le soumissionnaire à remettre son prix dans les meilleures conditions.

Il est entendu que les plans d'appels d'offres sont les plans directeurs définissant les éléments principaux.

Le soumissionnaire, par les compétences professionnelles, prévoira la totalité des ouvrages à réaliser conformément au descriptif.

S'il estime qu'il y a dans le dossier d'appel d'offres des omissions, des erreurs ou des non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée.

A défaut du respect de cette disposition, l'Entrepreneur supporterait les charges financières et le cas échéant, les responsabilités judiciaires correspondantes, étant entendu que sa prestation finale devra être conforme à l'ensemble des documents constituant le dossier d'appel d'offres, ainsi qu'à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Lors de la remise de son prix, le soumissionnaire s'engagera sur les documents ainsi définis, sachant qu'aucune interprétation des plans d'appel d'offres ne sera possible. Le montant ainsi arrêté, restera dans le cadre d'un marché global et forfaitaire.

Les marques et types d'appareils du présent document sont donnés à titre indicatif. L'entreprise peut proposer du matériel techniquement équivalent.

2.8. Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Ouvrage et leur réfection jusqu'à satisfaction totale, sera implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués, « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'avis technique.

2.9. Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur sera rendu responsable des travaux et prestations exécutés, dans le respect des règlements en vigueur.

Il devra en conséquence, effectuer pour son propre compte et sous sa responsabilité, tous les calculs et les sélections des matériels et équipements nécessaires pour lesquelles les précisions du présent document sont à considérer comme indicatives et définissent des prestations minimales.

2.10. Pièces constitutives du dossier

2.10.1. Pièces écrites

Le présent dossier d'Appel d'Offres comprend les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (A.E),
- Le Règlement de Consultations (R.C),
- Le Plan Général de Coordination de la Santé des Personnes et de la Sécurité (PGCSPS),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- Le bordereau de décomposition des prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F),
- Le rapport initial du bureau de contrôle
- Les diagnostics « Amiante »,
- Les Pièces graphiques,
- Planning travaux (1 mois de préparation, 6 mois de travaux).

2.10.2. Pièces graphiques

L'entrepreneur, avant tout début de travaux, confirmera les plans énumérés ci avant ou le modifiera en fonction des contestations qu'il aura pu établir. Chaque plan, qu'il ait été nécessaire de le modifier ou qu'il soit conservé tel quel sera signé par l'Entrepreneur et le Maître d'ouvrage ; ces pièces accompagneront les constats visés à l'article ci-avant.

2.11. Documents officiels de références

Tous les travaux sont à réaliser selon les règles définies par les documents suivants, en vigueur au moment de la signature des marchés :

- Normes Françaises.
- Lois, décrets, arrêtés ministériels et circulaire d'application.
- D.T.U et règles de calcul.
- Normes de sécurité contre les risques d'incendie.
- Décrets relatifs à la sécurité et à la santé.
- Règlement sanitaire départementale.
- Arrêté préfectoraux et municipaux.
- Recommandations et exigences de mise en œuvre des fournisseurs et fabricants.
- Avis Techniques du C.S.T.B.
- Prescription U.T.E.
- Prescriptions Inspection du Travail.
- Prescriptions des services EDF, GDF, France Télécom, Eaux, égouts et voirie.
- Etc. (liste non nominative).

Conformément aux documents de références mentionnés ci-dessus, les matériaux ou matériels entrant dans la composition des ouvrages doivent être accompagnés de :

- Notices Techniques du C.S.T.B.
 - Spécifications fournies par les producteurs ou les Chambres Syndicales.
- Justifications d'essais satisfaisants, de la part d'organismes techniques officiellement reconnus.
- Ou d'une Garantie du fournisseur, avec engagement écrit s'appuyant sur une police d'assurance, dont il devra justifier, sans que cela n'entraîne une surprime vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

Ces textes seront appliqués à la conception, à la fourniture et à la mise en œuvre des ouvrages. Il sera apporté un soin particulier aux domaines suivants :

- Sécurité des personnes.
- Nuisances (bruits, pollution).
- Sécurité des équipements.
- Protection incendie

2.12. Règlementation en vigueur

L'entrepreneur est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à cette réalisation ainsi que les normes et documents qui régissent techniquement les travaux objet du présent C.C.T.P.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur quelques textes de portées générales. L'ensemble de la réglementation étant applicable, l'Entrepreneur doit se reporter aux textes publiés par C.C.T.G, par le R.E.E.F et en particulier :

- Décrets et règlements.
- Code du travail : Livre II – Titre III concernant l'hygiène et la Sécurité,
- Les dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations du bâtiment et de génie civil issues de la loi 93-1418 du 3 décembre 1993 portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes 92-57 du 24 juin 1994.
- Décret n°881056 du 14 novembre 1988 portant administration publique pour l'exécution des dispositions de livre II du Code du Travail (titre III) (Hygiène et Sécurité des travailleurs) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques
- Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la sécurité et l'hygiène sur les chantiers, ainsi que les textes application.

2.13. Règles de l'art

Les travaux prévus au titre du présent document seront effectués suivant les dispositions de la réglementation en vigueur en France notamment :

- Les règles de la construction et notamment du Code de la Construction et de l'Habitation.
- La sécurité incendie et règlements de sécurité du travail.
- Le code du travail.
- Le cahier des clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).
- Les règles de l'art (normes, DTU, avis techniques, ...)

Ils pourront être éventuellement adaptés aux règlements et coutumes locaux, sous réserve de l'accord écrit du Maître d'œuvre

2.14. Marques

Les marques indiquées dans le présent C.C.T.P ne sont pas imposées à l'Entrepreneur, elles ont pour seul but d'illustrer le niveau de la prestation décrit dans le texte. L'Entrepreneur devra proposer des prestations similaires et de qualité au moins équivalente, ce qui suppose notamment :

- Une technique similaire,
- Une qualité de fabrication au moins équivalente,
- Une constitution en matériaux de qualité au moins équivalente,
- Des performances égales ou supérieures,
- Une facilité d'exploitation au moins égale,
- Un coût d'entretien inférieur ou égal,
- Une esthétique acceptable.

Chaque fois que le fabricant d'un produit ou équipement a publié un Cahier des Charges, des recommandations ou des prescriptions d'emploi, l'Entrepreneur devra suivre ces documents pour la mise en œuvre d'un produit ou du matériel.

2.15. Conformité à la réglementation – sécurité incendie

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation sécurité incendie, l'entrepreneur devra assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

2.16. Documents à fournir

2.16.1. Avant travaux

L'entreprise aura à sa charge de présenter au Maître d'œuvre son projet d'exécution comportant tous plans et schémas nécessaires à la compréhension de celui-ci.

Ce projet devra être accepté par le maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle avant toute exécution.

Ces plans et schémas comprendront en outre :

- Les plans d'installation avec l'implantation du matériel qui devront avoir reçu l'accord du Maître d'Ouvrage, du coordonnateur sécurité santé et du Maître d'œuvre,
- Toutes sujétions d'organisation du chantier et notamment celles liées aux contraintes de phasage des travaux.
- Les plans d'exécutions et de mise en œuvre,
- Les détails d'exécution et de mise en œuvre,
- Les plans de réservation,
- Les notices techniques des matériels et matériaux utilisés,
- Procès-verbaux concernant tous les matériels et matériaux ayant une incidence sur la thermique,
- Les avis techniques des matériaux ou procédés n'étant pas considérés comme traditionnels.

Les dessins côtés avec le plus grand soin et tous les détails utiles y sont consignés de la manière la plus minutieuse et la plus complète.

L'entrepreneur demeure responsable de toutes les erreurs qu'ils auraient pu commettre dans la préparation des plans de fabrication et dessins de détail ainsi que les erreurs qui peuvent être commises ultérieurement dans l'exécution.

L'entrepreneur est formellement tenu, d'une part de contrôler sur place les cotes exactes des ouvrages mis en œuvre, et d'autre part d'adapter en conséquence ses fabrications aux ouvrages en place. Tous les défauts de tolérance seront signalés sans délai au Maître d'œuvre.

2.16.2. Avant réception

Aussitôt après la terminaison des travaux et avant réception, l'entreprise devra fournir les documents suivants :

- Les fiches d'état des lieux,
- Les procès-verbaux d'essais d'étanchéité pour chaque opération et par terrasse,
- Pour chaque matériel, les notices détaillées de mise en service et de maintenance émanant des constructeurs avec copie des certificats et garantie et le cas échéant d'épreuves ou d'essais réglementaires.
- Les plans de recollement (tous les documents cités avant travaux et validés par le Maître d'œuvre), nécessaire à la réception.

2.16.3. Après réception

L'entreprise complètera les plans de recollement pour les mettre en conformité avec les travaux réellement exécutés.

Elle fournira et complètera les plans d'exécutions, les fiches techniques des matériaux, matériels et équipements mis en œuvre, notamment avec les prescriptions relatives à l'entretien ultérieur des ouvrages.

Ces documents, regroupés sous forme d'un dossier des Ouvrages Exécutés, seront à remettre dans un délai dès réception.

2.16.4. Notice descriptive détaillée

En complément il sera fourni par l'entrepreneur sous forme d'affichage, une notice explicative d'entretien destinée aux exploitants et services techniques du maître d'ouvrage et comportant toutes les indications permettant à ceux-ci d'assurer un entretien correct des équipements s'y trouvant.

Cette notice devra comporter l'indication des divers fournisseurs des matériels ainsi que la référence des distributeurs des pièces de remplacement ou des services après-vente (au-delà de la garantie due au titre du présent marché).

2.17. Etudes

2.17.1. Documents décrits et graphiques

L'entrepreneur devra prendre connaissance du C.C.T.P dans son intégralité.

Les plans et le C.C.T.P se complètent réciproquement sans que l'entrepreneur puisse faire état après mise remise et réception de son offre d'une discordance éventuelle qu'il n'aurait pas signalée en temps utile ; Il devra prévoir dans son prix le montant des travaux indispensables à la terminaison de l'ouvrage dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur est tenu de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins, et de signaler au Maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Il est tenu de signaler par écrit au Maître d'œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le C.C.T.P et les ouvrages à exécuter et qui serait de nature à nuire à la parfaite réalisation de son propre ouvrage.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du C.C.T.P soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques de référence et aux décisions du Maître d'œuvre, sans entraîner pour autant des modifications aux prix global forfaitaire des marchés.

Le C.C.T.P définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même non décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrante du prix global.

2.17.2. Mesures

Si l'entrepreneur prend les mesures d'échelle métrique sur les plans établis par le Maître d'œuvre, il accepte les risques d'erreurs, d'imprécisions ou de manque de cotes des documents. Toutefois, l'entrepreneur les signale en temps utiles afin que les précisions nécessaires lui soient données.

Cette clause entraîne la responsabilité de l'entrepreneur vis à vis des modifications nécessaires pour la totalité de l'opération.

2.17.3. Etudes et note de calcul

Les cotes mentionnées sur les plans du Maître d'œuvre sont les cotes minimales à respecter.

Les cotes de calculs et les plans d'exécution des ouvrages (y compris tous détails, et coupes nécessaires) ainsi que leurs mises à jour sont établis par l'Entrepreneur et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'indemnité complémentaire à l'offre forfaitaire.

Avant tout commencement d'exécution et avant toute commande, l'Entrepreneur doit soumettre ses documents d'exécution à l'avis du Contrôleur Technique ainsi qu'au visa du Maître d'œuvre et le cas échéant au Coordonnateur SPS.

Les plans comprennent :

- Les plans et documents nécessaires à la synthèse.
- Les plans d'installation de chantier et en conformité avec le règlement d'hygiène et de sécurité.
- Les plans et fiches techniques.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Pour l'élaboration des plans d'exécution, ni le titulaire ni ses sous-traitants ne sont autorisés à utiliser les plans du Maître d'œuvre avec leurs cartouches. Les plans doivent être élaborés par l'entreprise qui peut se servir du support informatique du Maître d'œuvre à condition de les assortir de leur propre cartouche.

2.17.4. Echantillons

Dès sa désignation, l'Entrepreneur devra présenter à l'approbation du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage, les échantillons et prototypes des diverses fournitures qu'il compte utiliser. Ceux-ci seront changés jusqu'à ce qu'un choix définitif soit arrêté.

Dans le cas d'ensembles complexes à caractère répétitifs, le Maître d'œuvre pourra exiger, avant mise au point définitive, l'exécution d'un prototype ou la maquette à l'échelle grandeur réelle des points singuliers.

La mise en œuvre de ceux-ci, ne pourra se faire qu'après l'acceptation par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage des échantillons proposés.

Les échantillons approuvés seront maintenus à l'usage des intervenants comme pièces de référence dans le bureau de chantier. La commande et fabrication des prototypes ne devront être lancées qu'après approbation de l'ensemble des échantillons.

2.18. Prise de possession des bâtiments

2.18.1. Accès au chantier

L'accès du chantier sera défini d'un commun accord entre le Maître d'ouvrages et l'entrepreneur, en fonction de l'aménagement futur du chantier prévu au titre du plan d'organisation du chantier et prendra en compte les contraintes liées à la spécificité du lieu.

Le cheminement des engins liés au chantier et les abords du chantier seront maintenus propres, et les dispositions et les moyens nécessaires seront à la charge de l'entrepreneur.

2.19. Conditions du chiffrage

2.19.1. Généralités

L'entreprise devra mettre tous les moyens en œuvres, tel que précisé dans le C.C.T.P. pour éviter toute gêne d'exploitation, tous risques corporels ou matériels à l'utilisation par les membranes du personnel.

Plus particulièrement, l'entrepreneur devra disposer lors de la réalisation des travaux, toutes clôtures, bâchage et mains courantes provisoires.

En particulier, il devra avoir inclus dans son prix :

- La fourniture, le transport, la distribution sur le chantier, la réalisation, la pose, toutes sujétions annexes comprises, de tous les ouvrages définis dans le C.C.T.P et le dossier de plans,
- Les plans d'exécution et notes de calcul de tous les ouvrages à soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle,
- La présentation d'échantillon des matériaux et fournitures,

- La réalisation des prototypes de présentations à la demande du Maître d'Ouvrage et/ou du Maître d'œuvre, pendant la période de présentation de chantier,
- Tous les travaux provisoires ou définitifs découlant des contraintes dues à l'exécution, à la livraison et mise en service,
- Les percements, trous, scellements, calfeutrements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages,
- L'évacuation des gravats aux décharges publiques, au fur et à mesure de leur production,
- Les moyens de levage, les échafaudages, les protections de sécurité et autres équipements de chantier nécessaires à l'exécution de ses ouvrages,
- La protection et le traitement des matériaux, les éléments provisoires ou définitifs de raccordement, de jonction ou d'habillage avec les ouvrages existants,
- La réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours d'exécution soit à la réception,
- Les frais d'essais des installations,
- Les frais d'installation de chantier et de cantonnement,
- Les frais découlant de la réglementation sécurité et protection santé,
- Les assurances professionnelles (certificats à fournir en début de chantier),
- Le nettoyage de tous ses ouvrages, ainsi que l'enlèvement des protections temporaires, suivant directives du Maître d'œuvre,
- Les plans des ouvrages exécutés ainsi que toutes les notices descriptives des matériels installés, avec les fiches techniques relatives à l'entretien ultérieur des ouvrages.

Nota : voir également prescription du CCAP et du PGC.

2.19.2. Coordination « Sécurité et protection de la santé »

Dans le cadre de la loi du 31 décembre 1993 sur la sécurité et la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil et ses décrets d'application, le Maître d'Ouvrage a confié une mission de coordination à un coordonnateur qualifié « S.P.S ».

L'entreprise sera tenue de respecter les directives de ce coordonnateur et de participer aux visites et réunion spécifiques organisées à ce sujet.

Les dossiers PPSPS des différentes entreprises seront communiqués au coordinateur qui en assurera l'harmonisation dans le cadre du PGC (Plan Général de Coordination).

2.19.3. Contrôle qualité

Une procédure de contrôle qualité sera mise en place de manière à favoriser les différentes étapes de l'opération :

- Contrôle et suivi des documents,
- Validation des fiches « produit »,
- Mise en place de fiche d'auto-contrôle,
- Relation et concertation avec les utilisateurs et service technique de l'exploitant,
- Port d'un badge d'identité FNB pour tous les intervenants.

L'entreprise sera tenue de respecter les directives de la Maîtrise d'ouvrage dans ce domaine.

2.19.4. Dégradations, remise en état

Les détériorations constatées durant la période d'installation, de livraisons ou en cours de chantier dans les parties suivantes, parking, abords de bâtiment escaliers seront réparées au frais de l'entrepreneur responsable. Ces répartitions pouvant aller, selon l'importance, jusqu'au remplacement à l'identique ou à la réfection d'un panneau complet dans les zones définies ci-dessus, ou équipement.

- En cas de réfections non satisfaisantes d'un panneau ou équipement par suite de dégradations de l'entreprise, il pourra être demandé à celle-ci, dans le cadre de son marché, la réfection de la pièce en totalité ou la fourniture d'un nouvel équipement.
- En cas de dégradations volontaires ou involontaires dûment constatées, les travaux de remise en état seront à la charge de l'entrepreneur responsable du désordre.

Toutefois, durant les travaux, si des désordres survenaient aux équipements, et dont l'urgence imposerait qu'ils soient réparés rapidement, le Maître d'Ouvrage ou son représentant pourrait exiger de l'Entrepreneur, dans la mesure où sa responsabilité est reconnue, qu'il répare ou fasse réparer, dans les plus brefs délais.

2.19.5. Information / état de lieux

Toutes les notes « d'information » par affichage ainsi que les avis de travaux ou de passage par distribution individuelle sont à la charge de l'entreprise.

Avant la prise de possession du chantier, l'entrepreneur devra effectuer un constat d'état des lieux avec prises de photos, constat mentionnant :

Pour les bâtiments :

- L'état des façades des bâtiments,
- L'état des espaces verts dans l'enceinte des bâtiments,
- L'état des espaces verts, bordures de trottoir et de voiries contigües au projet,
- L'état des lieux de la zone de cantonnement.

Documents à fournir dans le délai de la période de préparation.

Il ne pourra pas être réclamé ou surévalué des travaux ou montants complémentaires par l'entreprise adjudicataire lors de la phase opérationnelle des travaux.

Protection des ouvrages :

L'entrepreneur du présent lot doit, lors de ses interventions, toutes les protections nécessaires des sols et parois.

L'entrepreneur devra assurer la protection totale de ses ouvrages pendant et après leur exécution, et ceci jusqu'à la réception.

2.19.6. Origine et provenance des matériaux

Tous les matériaux employés sont neufs et de première qualité.

Ils sont conformes aux normes françaises, chaque fois que ces matériaux ont fait l'objet d'une normalisation, et conformes aux spécifications des avis techniques du C.S.T.B.

Vérification d'aptitude à l'emploi :

- A l'exception des produits titulaires d'une marque NF ou d'un agrément du C.S.T.B, l'entrepreneur procède à ses frais à des prélèvements destinés à permettre d'éventuelles vérifications d'aptitude à l'emploi des produits,
- Si les désordres apparaissent, les frais d'essais nécessaires seraient supportés par l'Entrepreneur, celui-ci devra donc prévoir toutes les assurances spécifiques,
- Avant toute opération de pose, les contrôles suivants doivent être effectués par l'entreprise,
- Exactitude des repères de référence, dans la limite des tolérances admises (niveaux, nus, axes),
- Conformité des ouvrages réalisés et directement liés à ceux qui doivent être posés,
- Réception des supports, par le présent corps d'état,
- Conformité des réservations faites par le présent lot et qui doivent permettre le fonctionnement des ouvrages à poser.

Toutes les opérations de contrôle mentionnées ci-dessus sont effectuées au fur et à mesure de l'avancement. En cas d'erreur relevée celle-ci doit-être signalée sans retard, afin de permettre les rectifications éventuellement nécessaires, dans les délais prévus au planning.

2.19.7. Charges particulières

La tenue en état de propreté convenable des voies de circulation sur le chantier et tout le nettoyage nécessaire à effectuer sur les voies publiques empruntées par les camions de l'entreprise pour les maintenir en permanence dans un parfait état de propreté, et notamment, en assurant le nettoyage des roues de camion avant leur sortie de chantier.

Toute la signalisation nécessaire à la sécurité permanente des usagers et riverains devant circuler en périphérie du chantier.

Toutes déviations provisoires compris autorisations des pouvoirs publics et municipaux.

Il appartiendra de plus à l'entreprise d'obtenir en temps utile des services techniques concernés les renseignements sur les ouvrages qui pourraient éventuellement se trouver dans le sous-sol du terrain (canalisation eau, gaz, électricité, égout, téléphone, etc.) et de tenir au courant le Maître d'ouvrage de ses démarches, de ses découvertes et des conséquences qui pourraient en découler.

2.19.8. Stockage et protection

Tous les ouvrages seront entreposés sur le chantier à l'abri des intempéries, des chocs et des détériorations de toutes sortes.

L'Entrepreneur étant responsable de ses ouvrages jusqu'à réception des travaux, il fait son affaire de toutes les protections qui s'avèreraient nécessaires.

Toutes les inobservations des dispositions ci-dessus engage l'entière responsabilité du présent lot qui supportera toutes les conséquences et dépenses quant à la réfection ou en remplacement des ouvrages endommagés ou détruits.

Les mêmes précautions seront prises pour les outils.

Aucun dépôt matériel ou de matériaux, ni aucun atelier de chantier ne doit être établi à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation spéciale écrite du Maître d'ouvrage.

2.19.9. Gardiennage de chantier

Aucun gardiennage de chantier ne sera prévu par le maître d'ouvrage.

2.19.10. Engins de chantier

Les entrepreneurs qui feront utilisation d'engins de chantier bruyants devront prendre toutes précautions indispensables afin de ne pas dépasser les limites réglementaires déterminées.

Notamment par :

- Décret du 18 avril 1969 (insonorisation des engins de chantier).
- Ordonnance du 8 décembre 1969 (marteaux piqueurs).
- Arrêté du 11 avril 1972 (moteur à explosion ou à combustion interne et groupes moto-compresseurs) modifié 1975 et 1977.
- Arrête du 5 novembre 1975 (brise-bétons et marteaux piqueurs).
- Arrêté du 26 novembre 1975 (groupes électrogènes de puissance) modifié en octobre et en décembre 1977.
- Arrêté du 7 novembre 1977 (mesures du niveau sonore).
- Arrêté du 3 juillet 1979 (code générale de mesure des bruits aériens).
- Liste non nominative.

2.20. Sécurité

2.20.1. Sécurité incendie

L'entreprise devra implanter son chantier de façon à permettre en permanence l'intervention des sapeurs pompiers.

2.20.2. Sécurité des personnes

L'entrepreneur sera responsable de la sécurité du chantier d'une manière générale. Il devra veiller à ce que toutes règles de sécurité et de protection des ouvriers soient scrupuleusement respectées.

Il doit veiller à ce que soient en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires : filets anti-chutes, platelages sur trémies, équipement électrique mobile avec les protections, etc.

Il doit en assurer le maintien en bon état de fonctionnement.

Il doit vérifier que le personnel utilise les dispositifs de sécurité individuelle (casque, baudrier, antichute, etc.), étant précisé que chaque entreprise doit assurer la sécurité de son personnel.

Les garde-corps de sécurité devront être mis en place au fur et à mesure des travaux et soigneusement entretenus.

En cas de défaut, le Maître d'œuvre peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure de sécurité qu'il estimerait indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci ne puisse faire une demande de supplément.

Consignes particulières concernant tous les Tavaux :

- Les entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment il est interdit de :
 - D'effectuer en présence du public des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier, ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.
 - D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux.

- D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux utilisant des solvants, (colles, cires, peintures, etc.).
- De déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours.
- De fumer sur les chantiers.
- D'introduire ou d'utiliser des réchauds sur le site.
- De neutraliser les moyens de protection incendie, (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessibles, etc.).
- De laisser se constituer des dépôts de matières combustibles.
- De quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité.
- D'effectuer des branchements électriques sur l'infrastructure, sans autorisation.

Consignes particulières concernant les travaux par points chauds :

- Les personnels et entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'un sinistre ne se déclare et notamment respecter les mesures suivantes :
 - **Avant travaux :**
 - Repérer les moyens d'alerte et d'extinction
 - Disposer de moyens d'extinction propres, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un sceau pompe et un extincteur approprié aux risques
 - Afficher un exemplaire du permis feu sur les lieux des travaux
 - Vérifier que le matériel est en parfait état de fonctionnement
 - Vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation
 - Vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié
 - Colmater les fuites susceptibles de laisser passer des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles
 - **Pendant les travaux :**
 - Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute
 - Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas
 - **Après l'exécution des travaux :**
 - Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux
 - Inspecter les lieux des travaux, les locaux adjacents et les environs ayant pu être concernés par les projections d'étincelles ou transferts de chaleur

Une procédure de « permis feu » sera établie entre l'Exploitant et l'Entreprise.

2.20.3. Engins de levage

Avant toutes implantations d'engins de levage (grue, grue mobile, monte matériaux, etc ...), l'Entrepreneur devra réaliser une reconnaissance des sols.

Suivant les conclusions de ce rapport des sols, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions et précaution nécessaires au niveau du socle ou embase de ces engins de levage.

2.20.4. Echafaudage

Ces échafaudages seront conformes et régulièrement entretenus. Les fiches de visite seront produites au Coordonnateur SPS, au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre.

Dans le cas d'un échafaudage loué, l'installateur sera considéré comme un intervenant et devra être agréé par la Maître d'ouvrage. Un plan d'installation sera fourni pour chaque phase d'intervention.

Avant toute exécution, l'Entrepreneur devra fournir et faire approuver par le Maître d'œuvre, le Coordonnateur Sécurité et protection de la santé et le Maître d'ouvrage, ses échafaudages et protections. Des plans devront indiquer l'implantation précise des ouvrages, leurs dimensions et les niveaux des passerelles, les échelles d'accès et les liaisons avec les corps de bâtiments à traiter.

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures afin d'assurer la complète sécurité des ouvriers, des résidents et des passants.

L'espace libre entre l'échafaudage et le nu de la façade ne devra pas être supérieur à 0.20 m. il y a donc lieu de prévoir, en cas de surplomb ou de saillies, des compléments de planchers.

L'Entrepreneur a à sa charge les formalités administratives nécessaires aux travaux.

L'échafaudage ne devra pas servir de support pour le Montage d'éléments. A besoin, l'entreprise prévoira, dans son offre financière, la fourniture, mise en place d'une sapine ou d'un monte-matériau.

Il est rappelé que les travaux du présent lot seront réalisés en site « occupé ». L'Entrepreneur tiendra compte des sujétions qu'entraîne cette situation, notamment :

- Les échafaudages ne devront pas permettre l'accès aux locaux par l'extérieur en dehors des heures de travail,
- Les échafaudages devront laisser libres les différents accès des bâtiments,
- L'Entrepreneur devra prendre sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard de tiers ou des biens. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente,
- Chaque zone d'intervention devra être signalée et isolée des zones de passage des locataires, par des barrières infranchissables et des auvents de planches jointives seront mis en place au-dessus des entrées,
- Sujétions spéciales pour les travaux à proximité de lieux exploités et fréquentés :
 - Sans préjudices à l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés à proximité de lieux exploités ou fréquentés, l'entrepreneur doit prendre, à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et poussières.

2.20.5. Protection et sécurité sur les voies d'accès

La protection et la sécurité des personnes et des véhicules concernent toutes les parties du chantier en contact avec les voies publiques et les propriétés voisines, ainsi que les voies publiques avoisinantes elles-mêmes.

L'Entrepreneur étudie les mesures et les dispositifs de protection en conformité avec les règles en vigueur, documents d'hygiène et sécurité et règlements communaux.

Elles comprennent notamment :

- L'installation des panneaux de signalisation de circulation de chantier.
- L'installation de panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier.

La mise en place d'un homme de trafic pour toutes les circulations des véhicules de chantier sur les parkings.

2.20.6. Protection pour approvisionnement et manutention

L'entrepreneur prendra toutes dispositions nécessaires pour l'approvisionnement, la manutention et le stockage de ses matériaux, ceci entre les lieux d'arrivée et les lieux de mise en œuvre.

En cas de mauvais temps, l'Entrepreneur devra exécuter éventuellement un bâchage complémentaire aux parapluies lui permettant de poursuivre l'avance des travaux malgré les intempéries, afin de respecter le planning d'exécution.

2.21. Autorisations administratives

L'Entrepreneur fera son affaire de toutes les demandes administratives nécessaires à la bonne exécution de ses travaux, à savoir : permission de voirie, autorisation de police pour la circulation des camions, implantation de chantier, autorisation d'échafaudage et, d'une manière générale, toutes les obligations et démarches imposées par les différentes administrations.

2.22. Assurances

Avant le début des travaux, l'entreprise fournira les attestations d'assurances obligatoires pour ces travaux (responsabilité civile professionnelle et autres, ainsi que copie des conditions particulières) de moins de 3 mois.

2.23. Référent de chantier

L'Entrepreneur sera le référent du pilote. Celui-ci sera muni d'un téléphone de chantier.

Le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre pourront donner leur avis sur le ou les chefs de chantier et éventuellement obtenir un remplacement de ce ou ces intervenants.

2.24. Contrôle et vérification des ouvrages

Une fois les travaux terminés et, au plus tard 15 jours après leur achèvement il sera procédé au jour fixé par le Maître d'œuvre, en présence de l'entrepreneur ou de son représentant qualifié, à la vérification générale des travaux.

Celle-ci sera effectuée :

- En partant du présent descriptif, de la fiche « état des lieux », « travaux » et des « plans » afin de s'assurer de la qualité et de la conformité des matériaux, si tous les ouvrages énumérés ont bien été exécutés et si les prescriptions ont bien été respectées.

Par comparaison des échantillons et ouvrages de référence.

2.25. Livraison des ouvrages

2.25.1. Réception des supports

Les ouvrages seront livrés au présent lot :

- Conforme aux plans,
- Avec la tolérance définie dans les D.T.U relatifs aux travaux concernés,

L'entrepreneur du présent lot assistera aux opérations de réception des ouvrages.

Nota important : Tout commencement de travaux vaudra réception tacite du support. En conséquence, aucune réserve quelle qu'elle soit ne pourra être acceptée ultérieurement.

2.25.2. Réception des ouvrages

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail.

La réception sera unique, un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le Maître d'ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

2.26. Procès-verbaux d'essais

2.26.1. Justificatifs

L'entrepreneur justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

2.26.2. Résistance au feu

L'entrepreneur fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

2.27. Dossier des ouvrages exécutés

Les documents nécessaires seront remis en un exemplaire numérique + 2 exemplaires papier.

Ces documents comprennent :

- Les plans des ouvrages exécutés,
- Bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle,
- Procès-verbaux d'essais et d'analyse,
- Listes des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs,
- Fiches techniques, notice de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue Françaises,
- Certificats de conformité,
- Certificats de garantie,

- Bordereau de suivi des déchets,
- Attestations de versement des primes d'assurances pendant la durée de l'exécution des travaux, documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP.

2.28. Constitution du dossier DIUO

Celui-ci est préparé sous l'autorité du Coordonnateur de Sécurité SPS et d'une manière non exhaustive, l'Entreprise remettra au moment de la réception :

- Plan d'exécution à jour avec repérage et nomenclature des produits ou équipements posés,
- Plan d'exécution, en CAO/DAO, fichier DXF ou DWG,
- Fiche signalétique de présentation des équipements ou produits, avec descriptif sommaire des phases d'entretien, de maintenance et de renouvellement,

Toutes indications complémentaires demandées par le Coordonnateur de sécurité SPS dans l'exercice de la mission, sous l'autorité du Maître d'ouvrage.

2.29. Contrôle interne

Le contrôle interne (Loi du 4 janvier 1978) auquel est assujettie l'entreprise doit être réalisé à différents niveaux.

En particulier au niveau :

- Des fournitures, quel que soit leur degré de finition : que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes (N.F) et aux spécifications du marché,
- Du stockage : que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques, aux déformations mécaniques soient convenablement protégées,
- De l'interface entre les corps de métier : tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages exécutés ou à réaliser par tous les corps de métier permettent une bonne réalisation des prestations,
- De la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément D.T.U et/ou règles de l'art,
- Des essais, l'entreprise réalisera les vérifications ou essais imposés par les D.T.U, les règles professionnelles.

Les résultats de ces vérifications et essais doivent être consignés dans les procès-verbaux (P.V), qui sont transmis pour examen au Maître d'œuvre et au contrôleur technique.

2.30. Responsabilité de l'entreprise

2.30.1. Garantie décennale

Après achèvement des travaux, la garantie sera décennale.

L'Entrepreneur garantit le Maître d'ouvrage contre la complète étanchéité et la résistance de ses ouvrages pendant un délai de 10 ans à partir de la date de réception des travaux sans réserve.

Au cas, où il apparaîtrait de défauts pendant la garantie, l'entrepreneur devra y remédier à ses frais jusqu'à ce que les ouvrages soient acceptés par le maître d'œuvre, comme donnant toute satisfaction.

Cette garantie engage l'Entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais et sur simple demande du Maître d'œuvre, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que celui-ci provient d'une défectuosité des produits ou matériaux employés, ou des conditions d'exécutions.

Il est précisé que cette garantie dont sont exclues les infiltrations résultant de détériorations causées par des tiers, oblige cet entrepreneur à supporter non seulement les frais de réfection des ouvrages exécutés par lui, mais encore les frais de remise en état des plafonds, peinture et autres qui seraient détériorés de son fait, ainsi que les indemnités éventuelles.

La date d'entrée en vigueur de mise en jeu de cette garantie débutera à compter de la réception des ouvrages sans réserve.

2.30.2. Pendant la période des travaux

Pendant la période des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la protection de ses matériels et ouvrages (accidents, vandalismes, gel, etc). Pour la propreté du chantier, il procédera au nettoyage et à l'enlèvement des gravats et déchets provenant de son intervention, et ce, au fur et à mesure de leur production (enlèvement quotidien).

Des protections doivent être posées avant démarrage des travaux dans les escaliers et abords du bâtiment.

Des protections locales plus résistantes sont exécutées sur le chantier, dans les zones particulièrement exposées aux chocs pour les ouvrages fragiles ou comportant leurs revêtements de finition.

Le prestataire doit assurer la maintenance des protections jusqu'à réception, et en assurer l'enlèvement sur indication du Maître d'œuvre.

Les réfections éventuelles avant réception sont incluses dans les prestations, en particulier celles dues à une mauvaise protection des ouvrages.

2.30.3. Pendant la période de garantie

L'entrepreneur remédie gratuitement à tous les défauts qui, n'étant pas due à l'usure normale, pourraient se produire dans un délai d'un an à partir de la réception.

Il est bien entendu qu'il s'agit d'une garantie totale matériel et main d'œuvre.

L'entrepreneur répare ou remplace toutes les pièces défectueuses en utilisant seulement les pièces standard de l'équipement en cause. De plus, il restera responsable de tous les accidents matériels ou corporels qui pourraient résulter de la fabrication ou de l'installation des appareils, ainsi que les dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la suite de ces accidents.

S'il négligeait de faire les réparations dans les délais qui lui sont impartis, elles seraient effectuées d'office et tous les frais lui en seraient imputés.

2.30.4. Pendant la période de parfait achèvement

L'entrepreneur remédie à ses frais à tous les défauts qui, n'étant pas dus à l'usure normale, peuvent se produire dans un délai d'un an à partir de la date de fin de la période de garantie. Il est bien entendu qu'il s'agit d'une garantie totale matériels et main d'œuvre.

L'entrepreneur répare ou remplace toutes les pièces défectueuses en utilisant seulement les pièces standards de l'équipement en cause. De plus, il reste responsable de tous les accidents matériels ou corporels qui peuvent résulter de la fabrication ou de l'installation des menuiseries, ainsi que les dommages et intérêts qui peuvent être réclamés à la suite de ces accidents.

S'il négligeait de faire les réparations dans les délais qui lui sont impartis, elles seraient effectuées d'office (par une entreprise au choix du Maître d'œuvre) et tous les frais lui en seraient imputés.

2.31. Tri et évacuation des gravois

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, loi n°92.646 du 13 juillet 1992) a fixé des priorités dans la politique des déchets :

- Prévention ou réduction de la production des déchets.
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume.
- Valorisation des déchets par réemploi ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes.
- Information du public.

Dans le cadre de la mise en application de cette réglementation, le Maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS demandent que l'évacuation des gravois et déchets de chantier se fassent de la manière suivante, conformément au tri de niveau n°2 minimum, ou niveau 3 :

<u>TYPE DE DECHETS</u>	<u>TRI NIVEAU 2</u>	<u>TRI NIVEAU 3</u>
DI (Déchets inertes) : Pierre, béton, carrelage, terre, déchets de sanitaires, verre ordinateur, etc. ...	➔ 1 benne	➔ 1 benne
DIB (déchets industriels banals) : Métaux, (acier, cuivre), bois non traités, plâtre, matières plastiques, revêtements de sols, laine de roche, etc.	➔ 1 benne : ❖ Métaux ❖ Bois non traités (palettes cassées, bastaings, etc.) ❖ Plâtre ❖ Autres produits	➔ 2 bennes : ❖ Métaux ❖ Bois non traités (palettes cassées, bastaings, etc.) ❖ plâtre ❖ autres produits
DIS (déchets industriels spéciaux) : Bois traités, peinture, solvants pots souillés, colle, cartouches, emballages non vides ou rincés, goudron, etc.	➔ 1 benne ou 1 conteneur	➔ 2 bennes ou 2 conteneurs ❖ peinture (pots emballages souillés) ❖ autres produits
Déchets d'emballages (propres) : Palettes, bois, emballages plastiques, emballages carton, etc.	➔ 1 benne	➔ 2 bennes : ❖ cartons (propres et pliés) ❖ autres emballages propres
TOTAL	4 bennes ou conteneurs	7 bennes ou conteneurs

2.31.1. Modalités de suivi des déchets par bordereau normalisé

Les modalités de suivi des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier. Elles comporteront notamment au niveau des contrôles :

- L'utilisation d'un bordereau normalisé pour assurer la traçabilité des déchets
- La fourniture des tickets de pesée des destinataires de tous les déchets
- La tenue d'un registre des déchets de chantier précisant la nature, volume et tonnage, date de transport, destruction, valorisation et coût.
- La présentation des justificatifs de valorisation
- Etablissement de bilans intermédiaires faisant paraître les écarts éventuels vis-à-vis des quantitatifs prévisionnels.
- Les déchets d'emballage doivent-être valorisés dans une filière spécifique. Les bennes d'emballage doivent avoir des filets.
- Le stockage temporaire des déchets en toiture doit se faire dans une aire décentralisée balisée, et les déchets doivent-être lestés
- Le transport des déchets dans les bennes doit se faire régulièrement et le stockage sur toiture minimisé.
- Les bennes de déchets spéciaux doivent-être fermées.

2.32. Nettoyage

Les gravois provoqués après l'exécution des travaux du présent lot seront évacués et stockés à l'emplacement indiqué, dans l'enceinte du chantier provisoirement ou dans un container, en attente de leur enlèvement à la décharge publique par le présent lot.

Les nettoyages journaliers sont à effectuer dans chaque zone de travaux.

L'entrepreneur devra le nettoyage des parties communes après son intervention. Il devra l'enlèvement des déchets et emballages de ses matériaux. Il sera responsable de tous les dégâts qu'il provoquerait aux ouvrages existant (taches de colle, de peinture, éraflures aux revêtements de murs ou de sols etc.).

Au cas où le remplacement des matériaux et la réparation des ouvrages seraient reconnus nécessaires, l'entrepreneur devrait, avec les dépenses qu'entraîneraient ces constatations, la réparation de quelque nature que ce soit.

Chaque entreprise devra l'enlèvement des déchets, emballages et gravois consécutifs à ses travaux et ce, au fur et à mesure de leur production, et leur évacuation aux décharges publiques.

Chaque entreprise devra également un nettoyage quotidien des parties communes et de sabords du chantier y compris les voies d'accès.

A défaut, le nettoyage sera fait sur ordre du Maître d'œuvre. Sans effet dans les 48 heures, le Maître d'œuvre fera exécuter le nettoyage par une tierce entreprise, aux frais de l'entreprise responsable, par retenue sur les situations.

En fin de chantier, l'entreprise devra le nettoyage complet du chantier et de ses abords.

2.33. Garantie

L'Entrepreneur garantit la complète étanchéité et la résistance de ses ouvrages pendant la période décennale.

Pendant cette période, toutes les déficiences qui viendraient se révéler à l'usage seraient réparées aux frais de l'entrepreneur, ainsi que tous les remplacements nécessaires y compris toutes les conséquences des dommages.

La garantie s'étend, outre à l'étanchéité proprement dite, aux travaux accessoires compris dans le marché.

Il est précisé que cette garantie dont sont exclues les infiltrations résultant de détériorations causées par des tiers, oblige cet Entrepreneur à supporter non seulement les frais de réparation des ouvrages exécutés par lui, mais encore les frais de remise en état des plafonds, peintures et autres qui seraient détériorés de son fait, ainsi que les indemnités éventuelles.

3. Prescriptions techniques particulières

3.1. Normes et DTU

Les travaux devront être exécutés, conformément aux prescriptions des normes, règlements français et des règles professionnelles en vigueur le jour de la soumission et en particulier les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels devront faire l'objet :

- Soit un avis technique
- Soit d'une ATEC d'un bureau de contrôle agréé, missionné par l'entreprise
- Le code de construction de l'habitation :
 - LIVRE 1 Disposition générale.
 - LIVRE 2 Sécurité et protection contre l'incendie.

DTU :

- DTU 23.1 : Travaux d'enduit de mortier
- DTU 42.1 : Réfection de façades en service par revêtements d'imperméabilité à base de polymères
- DTU 44.1 : Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics
- DTU 59.1. : Travaux de peinture et son CCS
- DTU 59.3. : Peinture de sol
- FD DTU 45.3 : Isolation thermique par l'extérieur

Normes :

- Norme Française NF T 30.001 dictionnaire technique des peintures, des travaux de peinture et de colorimétrie.
- Norme Française NF T 30.003 classification des peintures, vernis et produits connexes.
- Norme Française NF T 30.004 peinture, vocabulaire ou expressions impropres, fascicule de documentation.
- Les Normes de la classe NF P 01.001 : dimensions et coordinations des ouvrages et des éléments de construction.

Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU cités sont applicables.

L'entrepreneur se reportera au CCS du DTU 59.2 pour la définition de :

- La consistance des travaux.
- La coordination.
- Le choix des produits de peinture.
- Les travaux après peinture.
- Le contrôle d'exécution et réception des travaux.

Le règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public et tous les règlements directs complétant ou modifiant les documents susvisés ayant trait aux présents travaux et connus au jour de la remise des offres.

Les réglementations concernant

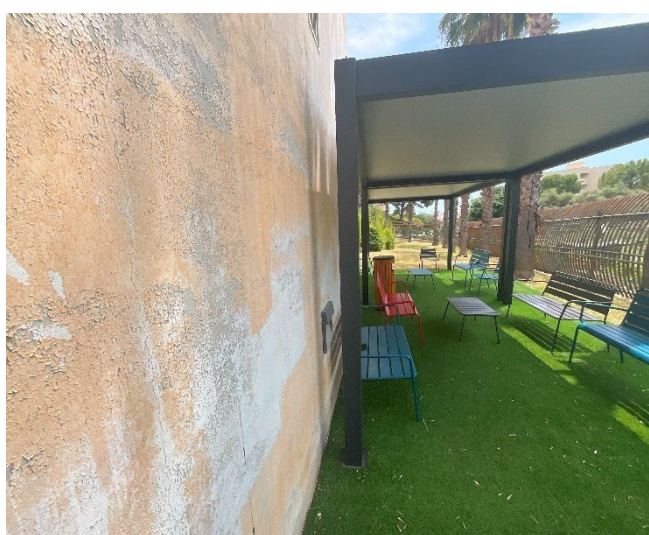
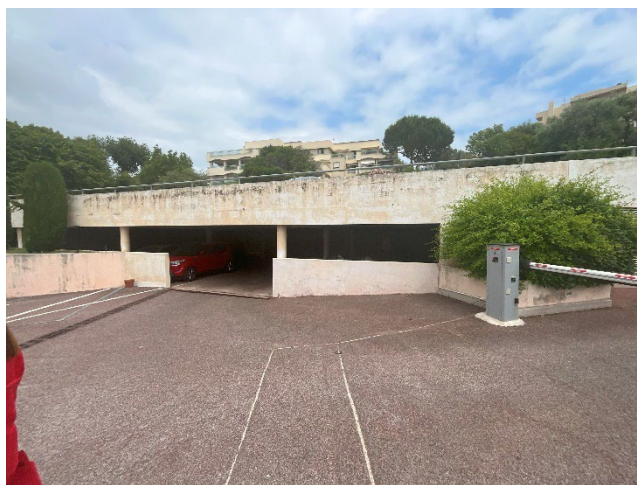
- Risques d'incendie
- Code du travail
- Règlement d'hygiène départemental
- Règles et prescriptions des services publics : EDF-GDF-EAU-PTT

Ces textes s'entendent dans leur édition la plus récente à la date des travaux.

4. Présentation de l'opération

Les travaux décrits dans le présent C.C.T.P. concernent les travaux d'isolation thermique par l'extérieur du centre des Finances Publiques de la ville de Antibes situé 40 chemin de la colle 06160 Antibes.

4.1. Photos du bâtiment



4.2. Descriptif travaux

1. Installation de chantier

Réalisation d'un constat d'huissier

Location et mise en place d'une base vie pour le chantier comprenant :

Demande d'autorisation de voirie (si nécessaire)

Local vestiaire-réfectoire

Un sanitaire chimique y compris location et entretien

Une aire de stockage fermée avec barrières Héras

Emplacement pour la benne de chantier

Un poste d'eau avec sous-compteur de chantier

Equipements et engins de levage pour les approvisionnements et les évacuations

Nettoyage journalier du chantier et de ses abords

Protections individuelles et collectives nécessaires

Dépose stockage et repose des accessoires en façade par l'entreprise : (extincteur et support, cendrier, signalétique, divers accessoire)

Dépose et repose par la MOA : (moteur de clim, différente modification d'alimentation électrique pour les luminaires et les luminaires en façade, les caméras, etc...)

2. Travaux préparatoires

2.1 Echafaudage

Mise en place d'un échafaudage de pied métallique, à savoir :

Amené du matériel comprenant planchers de travail équipés de plinthes, échelles d'accès et trappe de circulation, le démontage et le repliement en fin de travaux

Mise en place de filets de protection sur l'ensemble de l'échafaudage pour la protection"

Mise en place de protection renforcées type platelage bois au niveau des accès au public

2.2 Préparation des supports

Lavage haute pression

Purge des éléments non adhérents ou dégradés et évacuation en décharge contrôlée

Brossage, grattage et dépoussiérage soigné

Passivation des fers

Restructuration au mortier fibré"

3. Isolation thermique par l'extérieur sur volume chauffé

3.1 Parties courantes

Fourniture et pose d'un système complet d'isolation thermique par l'extérieur calé chevillé type K-THERM CL PS (DTA 7/19-1767) comprenant :

- Isolant en laine de roche d'une épaisseur de 200 mm, permettant d'assurer une résistance thermique supérieure à 6,45 m².K/W
- Fixation calé/chevillé.
- Ponçage des plaques.
- Fourniture et application d'un sous enduit en 2 passes, y compris marouflage d'une armature treillis tissé en fibre de verre, renforcée en partie RDC.
- Application d'une impression régulatrice pour sous enduit.
- Fourniture et mise en œuvre d'un revêtement RPE taloché (grain à définir).

Sont compris dans ce système, toutes les sujétions d'accessoires :

- Profilés de départ.
- Cornières d'angles.
- Profilés divers.

Pose de bavettes aluminium fixées par collage au mastic PU sur les appuis de fenêtres avec goutte d'eau

3.2 Peinture film mince de classe D2

Mise en peinture avec 2 couches de peinture hydro pliolite

Localisation : Tableaux et linteaux d'ouvertures non isolés, soubassements, sous faces passerelle d'accès, muret parking, muret rampe, muret dans le prolongement de la façade.

Peinture en polyuréthane sur tête d'acrotère (toiture non comprise)

3.3 Ouvrages métalliques

- Ponçage, grattage, brossage, 1 couche générale de primaire antirouille (ou d'accrochage sur supports non ferreux type galva ou alu)

2 couches de laque antirouille brillante en finition

Localisation : Gardes corps, lisses, grilles de défenses, portes (1 face).

- Portail d'accès Ouest
- Portail d'accès Sud
- Portail d'accès Sud parking visiteur
- Élément décoratif sur espace vert
- Clôture métallique
- Mise en œuvre de couvertine en protection d'acrotère de toiture

4. Façade édicule en toiture

4.1 Petit Echafaudage

Mise en place d'un échafaudage de pied métallique, à savoir :

Amené du matériel comprenant planchers de travail équipés de plinthes, échelles d'accès et trappe de circulation, le démontage et le repliement en fin de travaux

Mise en place de filets de protection sur l'ensemble de l'échafaudage pour la protection

Mise en place de protection renforcées type platelage bois au niveau des accès au public

4.2 Préparation des supports

Lavage haute pression

Purge des éléments non adhérents ou dégradés et évacuation en décharge contrôlée

Brossage, grattage et dépoussiérage soigné

Passivation des fers

Restructuration au mortier fibré

4.3 Peinture film mince de classe D2

Mise en peinture avec 2 couches de peinture hydro plioline

Localisation : Façade édicule en toiture

5. Cheneau en zinc encastrer en toiture

Contrôle et réparation des fuites

6. Cage d'escalier

6.1 Préparation des supports

Lavage haute pression

Purge des éléments non adhérents ou dégradés et évacuation en décharge contrôlée

Brossage, grattage et dépoussiérage soigné

Passivation des fers

Restructuration au mortier fibré

6.2 Peinture film mince de classe D2

Mise en peinture avec 2 couches de peinture hydro pliolute sur mur

Mise en peinture avec 2 couches de peinture hydro pliolute sur plafond

Localisation : Mur, plafond

Peinture polyuréthane en tête d'acrotère

6.3 Sol et marche d'escalier

Mise en œuvre d'une résine époxy

6.4 Ouvrages métalliques

- Ponçage, grattage, brossage, 1 couche générale de primaire antirouille (ou d'accrochage sur supports non ferreux type galva ou alu)

1 couche de laque antirouille

1 couche de laque finition anticorrosion

Localisation : Main courante et garde-corps

7. Grillage séparatif

7.1 Ouvrage externe

Dépose soignée pour réemploi (35 ml)

Repose du grillage y compris toute sujétion de fixation et de raccordement

8. Fin de chantier

Nettoyage et repli du chantier

Elaboration du DOE et remise au maître d'ouvrage